



De meilleures politiques, des communautés plus fortes, une intégration plus poussée : renforcer la participation significative à l'intégration et l'inclusion des personnes exilées dans l'UE

Octobre 2022

Dans cette note d'orientation, nous nous intéressons à l'intégration et à l'inclusion des personnes exilées dans l'UE.

Nous examinons l'aspect de la **participation** dans la politique de l'UE, en particulier au rôle que joue la participation dans la politique européenne en matière de développement et de revitalisation des zones rurales. Nous présentons également les résultats de notre cartographie de la participation à l'intégration dans la pratique, et décrivons 12 exemples d'approches réussies et prometteuses à travers l'UE. En conclusion, nous formulons des recommandations aux différentes parties prenantes concernant les mesures à prendre dans la période à venir.

Cette note d'orientation Share :

- Reflète les discussions, réflexions, outils et ressources partagés lors de :
 - La deuxième réunion du *groupe d'experts Share SIRA pour l'orientation et l'intégration personnes exilées dans les zones rurales* s'est tenue en décembre 2021. Elle a porté sur la [participation des migrants et des réfugiés à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des initiatives d'orientation et d'intégration sociales, ainsi que sur la gouvernance dans les zones rurales](#).
 - La **visite Look & Learn de Share** « [Towards sustainable integration in rural areas: promoting mutual learning at European and regional level](#) » (Vers une intégration durable dans les zones rurales : promouvoir l'apprentissage mutuel aux niveaux européen et régional) à Sigüenza (Espagne) du mois de **juin 2022**.
- Intègre les informations issues des recherches, consultations et échanges supplémentaires de Share qui se sont déroulés depuis 2020.
- S'appuie sur la dynamique des récents engagements et évolutions politiques de l'UE en faveur de l'intégration et de la participation dans les territoires ruraux, notamment le [plan d'action de l'UE pour l'intégration et l'inclusion](#) et la [vision à long terme pour les zones rurales](#).

Qu'est-ce que le Share Network ?

Chez [Share](#), nous nous consacrons en priorité à la mise en relation et à l'engagement auprès des acteurs et communautés européens locaux qui travaillent ou s'intéressent à l'inclusion des réfugiés et des migrants, à la réinstallation des réfugiés, aux voies d'admission complémentaires, au parrainage de réfugiés et à la relocalisation.

Créé en mars 2012 par l'ICMC Europe, le réseau Share apporte son soutien aux régions, villes, villages et communautés rurales désireux d'accueillir des réfugiés et des migrants. Nous collaborons avec ces communautés, en proposant des formations et un renforcement des capacités axés sur les communautés de petite taille et les territoires ruraux.

Au fil des ans, notre travail s'est étendu et englobe désormais des approches qui bénéficient à toutes les personnes exilées, y compris les réfugiés, les demandeurs d'asile, les travailleurs migrants, les mineurs non accompagnés et les victimes de la traite des êtres humains. Nous nous engageons également auprès d'un vaste éventail de parties prenantes aux niveaux européen, national et local. Le but est de coordonner l'échange de bonnes pratiques, de mener des études et de faire entendre la voix des communautés et acteurs locaux. Nos activités instaurent une base solide de preuves pour la pratique et les résultats de l'intégration au niveau local.

Introduction

L'intégration est un processus mutuel d'adaptation sociale et économique auquel sont confrontés aussi bien les réfugiés et les migrants, que les communautés qui les accueillent. À eux tous, ces acteurs disposent d'une expertise et d'une expérience considérables qui peuvent contribuer à l'élaboration de politiques et de programmes d'intégration plus réactifs et plus efficaces.

Pour autant, des nombreuses personnes exilées subissent la politique et les initiatives d'intégration plutôt que de participer activement à leur élaboration et à leur mise en œuvre. De même, les communautés locales qui les accueillent ne sont pas systématiquement invitées à prendre part aux prises de décisions et initiatives d'accueil et d'intégration.

Pourquoi miser sur la participation ?

Les approches participatives favorisent l'inclusion des personnes exilées **et** des communautés locales dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et initiatives qui les concernent.

Notre approche « **Share Inclusive Territories** » (Territoires inclusifs de Share) ¹ présente une vision et un cadre destinés à guider la participation de toutes les populations d'un territoire spécifique en tant qu'acteurs de l'intégration.

Au sein de cette approche, la participation est un pari « gagnant-gagnant-gagnant » :

- Pour les **réfugiés et migrants** qui ont ainsi la possibilité de partager leur expertise, d'attirer l'attention sur les difficultés qu'ils rencontrent, d'acquérir des nouvelles compétences et d'avoir l'occasion d'apprendre, ce qui favorise une plus grande participation de leur part dans tous les aspects de la société au sens large.
- Pour les **organisations et autorités**, en améliorant l'efficacité des programmes d'intégration, et en promouvant une citoyenneté engagée pour les personnes exilées.
- Pour les **responsables politiques et décideurs** par le biais de politiques et de options de financement qui répondent mieux aux besoins réels et aux aspirations des réfugiés, des migrants et des communautés qui les accueillent.

Ces dernières années, la participation a joué un rôle important croissant dans les contributions de l'UE aux efforts internationaux de protection des réfugiés, notamment à travers le parrainage citoyen qui permet aux bénévoles d'accueillir et d'accompagner les réfugiés, favorisant ainsi leur intégration et renforçant la cohésion sociale au niveau local. La participation de ces parrains bénévoles permet aux communautés locales de contribuer directement à élargir les capacités nationales d'accueil par le biais de la relocalisation et de voies d'admission complémentaires.

Les communautés rurales et de petite taille de l'UE continuent à tenir un rôle de plus en plus important en tant qu'acteurs de l'intégration. La participation peut également contribuer à l'accueil et l'inclusion de l'ensemble de personnes exilées qui vivent et travaillent dans les territoires ruraux, ainsi qu'à la mobilisation des communautés locales dans l'élaboration et la programmation des politiques de développement et de revitalisation des zones rurales.

Le regard tourné vers l'avenir...

Le réseau Share est une communauté de pratique dont la mission principale consiste à renforcer les capacités d'accueil et de soutien à l'intégration dans l'UE à destination des réfugiés et migrants, notamment aux niveaux local et régional. Notre récente cartographie et consultation montrent des nombreux exemples prometteurs de pratiques participatives facilitant l'installation et l'intégration des personnes exilées dans l'UE. Pour autant, l'approche globale de la participation reste ad hoc et peu structurée aux niveaux institutionnel et organisationnel en tant que noyau fondamental de l'intégration. Trop souvent encore, les différents acteurs ne réussissent pas à dépasser le stade de la consultation et de l'information pour mettre en œuvre une participation et une co-création plus significatives.

Notre principale mission pour la période à venir est donc de veiller à ce que **la participation soit intégrée dans l'élaboration des politiques et des actions en faveur de l'inclusion des personnes exilées** dans l'UE. Nous prônons la valorisation de l'expertise acquise et des enseignements tirés des initiatives réussies pour œuvrer à l'institutionnalisation et à la systématisation de la participation à l'intégration des réfugiés et des migrants dans l'UE, dans l'élaboration de politiques et à tous les niveaux de gouvernance.

Par ailleurs, nous devons veiller à l'inclusion des communautés rurales et de petite taille de l'UE, notamment en pilotant des approches participatives dans le cadre de stratégies de développement locales et pour l'intégration des personnes exilées. Un cadre commun est nécessaire pour rechercher des solutions partagées dans toutes les régions rurales de

l'UE, y compris pour les approches participatives. Ce cadre doit cependant demeurer flexible et s'adapter aux contextes nationaux, régionaux et locaux dans lesquels les ressources, défis et opportunités sont très différents. Les acteurs ruraux des régions et pays doivent impérativement pouvoir partager les bonnes pratiques.

Le nouveau contexte politique de l'UE 2021-2027 en faveur de l'intégration et de la revitalisation rurale constitue un véritable soutien dans la réalisation de ces objectifs sous la forme de nouvelles priorités, de mesures et d'initiatives de participation. Toutes les parties prenantes doivent à présent travailler ensemble afin de veiller au respect de ces engagements.

Chez Share, nous sommes enthousiastes à l'idée de contribuer, par l'expérience et l'expertise de notre communauté de pratique, à la mise en œuvre des engagements politiques de l'UE en faveur de la participation à l'intégration des réfugiés et des migrants dans les années à venir, en particulier dans les territoires ruraux.

La participation : un moyen de favoriser des territoires inclusifs

Participation dans les zones rurales de l'UE : défis spécifiques et solutions territoriales.

Les zones rurales couvrent plus de 80 % de la superficie de l'UE et leur population s'élève à 137 millions de personnes (soit 30 % de la population totale de l'UE).² Très diverses, elles englobent des régions intérieures, des zones montagneuses, des îles et des zones côtières, dont plus de la moitié sont considérées comme étant « isolées ».³ Dans ces territoires, il existe de grandes disparités entre les populations migrantes, les services et dispositifs d'intégration disponibles, et les formes de soutien communautaires.

Malgré cette diversité, les territoires ruraux de l'UE font tous face à un certain nombre de défis communs :

- Déclin et vieillissement des populations.
- Possibilités limitées d'accès à un emploi stable, en particulier pour les jeunes.
- Manque de connectivité numérique.
- Mobilité réduite.
- Difficultés d'accès des populations rurales aux services (tels que l'éducation, les soins de santé, les loisirs, les services bancaires et les livraisons).⁴

La participation des personnes exilées dans les territoires ruraux et isolés de l'UE est encore relativement peu développée par rapport aux zones urbaines. Notre consultation au sein du réseau Share révèle que nombre des défis généraux auxquels sont confrontées les territoires ruraux de l'UE ont également un impact sur le développement et mise en œuvre d'approches participatives dans ces mêmes communautés, en particulier le transport et la mobilité et la connectivité numérique.

En créant des opportunités de rencontres formelles ou informelles, entre les personnes exilées et les habitants des zones rurales, **la participation jette les bases nécessaires à des territoires ruraux plus inclusifs**. À plus long terme, la mise en place d'une solidarité au niveau local permet de lutter contre la désinformation et les stéréotypes, de renforcer la compréhension mutuelle et d'apporter une contribution essentielle à l'évaluation positive des récits publics sur la migration.

Plus largement, la participation peut jouer un rôle clé afin de faire en sorte que le développement et la revitalisation des zones rurales soient portés par les communautés rurales elles-mêmes, y compris les réfugiés et les migrants. En effet, la participation constitue une préoccupation essentielle pour toutes les populations vivant dans les territoires ruraux et isolés de l'UE : 56 % de ces habitants se sentent « délaissés par la société », tandis qu'un peu moins de 75 % d'entre eux considèrent que les politiques publiques n'abordent pas suffisamment les enjeux ruraux, comme le déclin démographique, les transports, la connectivité numérique et l'accès aux services⁵ garantissant la participation active

¹ Voir notre première note d'orientation Share intitulée [Building Inclusive Rural Territories](#) (Construire des territoires ruraux inclusifs)

² Centre de connaissances en matière de migration et de démographie de la Commission européenne (2021) [Atlas of Demography online tool](#)

³ Les zones et régions rurales « reculées » sont celles dans lesquelles la majorité de la population vit à plus de 45 minutes en voiture de la ville la plus proche (Commission européenne (2020) [Document de travail des services de la Commission accompagnant le document Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : Une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE](#))

⁴ Dr Matyas Szabo, European Commission Directorate General for Agriculture & Rural Development (2020) Share Expert Group presentation : [EU Vision for Rural Areas](#)

⁵ Commission européenne (2021) [Factual Summary of the Public Consultation on the Long-Term Vision for Rural Areas](#)

des populations locales à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions en milieu rural, celles-ci répondent plus efficacement aux préoccupations des résidents ruraux tout en intégrant le savoir et les expériences communautaires.

Il existe des disparités importantes entre les États membres quant à la manière dont la participation est comprise, abordée et prise en compte dans les politiques et le financement. En outre, les acteurs qui soutiennent l'intégration à tous les niveaux peuvent manquer d'expertise, d'informations sur les bonnes pratiques et d'accès aux ressources, qui constitue un pilier essentiel, notamment pour les acteurs de zones rurales et isolées. De toute évidence, il existe un besoin de formation et de renforcement des capacités des structures locales et des membres des communautés pour mieux appréhender et mettre en œuvre les méthodes participatives.

Qui participe ?

Le **statut juridique** et les droits afférents ont une énorme incidence sur la manière dont les personnes exilées dans l'UE vivent l'intégration et l'inclusion.

Les communautés et territoires ruraux de l'UE accueillent un vaste éventail de personnes exilées, notamment des demandeurs d'asile, des réfugiés réinstallés et relocalisés, des étudiants, des travailleurs migrants et des entrepreneurs, des migrants issus du regroupement familial, des enfants non accompagnés et des victimes de la traite des êtres humains. Les travailleurs et étudiants migrants, par exemple, bénéficient d'un statut de résident temporaire avec un accès limité aux marchés du travail et aux services publics. Les demandeurs d'asile ont des droits très limités en attendant qu'une décision soit prise concernant leur demande. Or, ces décisions peuvent prendre du temps. Quant aux personnes sans papiers, elles n'ont aucun statut juridique et sont privées de leurs droits fondamentaux.

Alors que les politiques nationales sur l'accès aux droits des migrants et des réfugiés deviennent de plus en plus restrictives, l'élaboration des politiques au niveau local peut, comme on le constate dans de nombreux cas, donner la priorité à la participation des personnes exilées. Toutes les personnes exilées devraient faire partie intégrante des cadres de coopération multipartites locaux et régionaux, quel que soit leur statut, car leur participation contribue à l'élaboration de politiques et de programmes de financement fondés sur **leurs besoins et aspirations réels**.

Il est donc essentiel que des approches participatives soient développées dès la phase initiale d'accueil, en évitant un traitement différentiel ou une exclusion basée sur le statut juridique. Notre expérience avec le projet Share SIRA a montré que pour être réellement inclusives, les communautés doivent s'assurer que toutes les personnes d'un territoire peuvent participer pleinement à toutes les sphères politiques, sociales, culturelles, religieuses et économiques, quel que soit leur statut juridique. Plus la participation est élargie à tous, plus on favorise la cohésion sociale et l'on contribue à construire des communautés plus fortes et plus résilientes.

Protection temporaire des réfugiés venus d'Ukraine : normaliser la participation pour tous...

L'invasion russe de l'Ukraine qui a débuté le 24 février 2022 a déclenché un afflux massif de réfugiés vers l'Union européenne. Face aux conséquences d'un tel afflux sur les systèmes d'asile nationaux et à la nécessité de porter assistance aux exilés, le Conseil de l'Union européenne a décidé à l'unanimité, le 4 mars 2022, de déclencher la directive sur la protection temporaire. Bien qu'adoptée en 2001 à la suite des conflits en ex-Yougoslavie, c'est la première fois que la directive a été déclenchée en réponse à l'afflux de réfugiés dans l'UE.

Protection temporaire : jeter les bases d'une pleine participation

La protection temporaire accordée par la directive concerne les ressortissants et résidents ukrainiens qui fuient l'invasion. Elle leur assure les droits suivants :

- Liberté de circulation et d'installation au sein de l'UE.
- Résidence garantie dans un pays de l'UE jusqu'en mars 2024 (au départ jusqu'en mars 2023, mais prolongée depuis)
- Accès au marché du travail
- Accès aux droits sociaux fondamentaux, y compris l'assistance pour les besoins de base, les soins de santé, la scolarité et le logement.
- Droit de trouver un logement privé ou de résider chez des membres de sa famille ou des amis déjà installés dans l'UE.
- Extension du statut de protection temporaire aux membres de la famille (famille proche et étendue).

Quelque 7,8 millions de réfugiés venus d'Ukraine sont arrivés dans l'UE depuis le début de l'invasion. Près de 4,5 millions d'entre eux se sont inscrits afin de bénéficier d'une protection temporaire*.

Normalisation de la participation pour tous...

La protection temporaire permet aux réfugiés venus d'Ukraine de s'installer dans l'UE dans le pays et le lieu de leur choix, en prenant leurs propres décisions sur la base de facteurs tels que le soutien et les contacts existants au sein de la famille et de la communauté, les compétences linguistiques locales, la disponibilité d'un logement et l'adéquation de leurs compétences aux marchés du travail locaux.

Selon les estimations de l'OCDE, 1,2 million de réfugiés venus d'Ukraine seront arrivés sur le marché du travail de l'UE d'ici à la fin de 2022. Ces emplois permettent aux travailleurs et à leurs familles de disposer des ressources leur permettant de participer aux communautés dans lesquelles ils vivent. Le fait que la protection temporaire leur garantisse cette flexibilité d'installation et d'accès au marché du travail profite également aux sociétés qui les accueillent : selon les prévisions de l'OCDE, de nombreux réfugiés ukrainiens trouveront un emploi dans des secteurs où il existe une pénurie de main-d'œuvre, sans que cela ait un impact négatif global sur l'emploi ou les salaires des populations résidentes**.

En instaurant des conditions propices à une participation étendue et flexible des réfugiés venus d'Ukraine dans les sociétés de l'UE, la protection temporaire a motivé les communautés locales à contribuer largement à accueillir des réfugiés d'Ukraine et à leur porter assistance. Qu'il s'agisse de familles offrant un hébergement chez elles ou de bénévoles faisant office de parrains et de marraines, la participation communautaire à l'aide apportée par l'UE aux réfugiés venus d'Ukraine s'inscrit dans le cadre d'une vaste acceptation des réfugiés ukrainiens dans les sociétés de l'UE, ce que vient faciliter la protection temporaire.

* [Portail opérationnel du HCR Ukraine Refugee Situation](#)

** Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (juin 2022) [The potential contribution of Ukrainian refugees to the labour force in European host countries](#)

Participation aux politiques de l'UE : une nouvelle dynamique prometteuse...

La période 2020-2021 a vu le lancement de deux nouvelles initiatives politiques de l'UE établissant de nouvelles visions et priorités à long terme pour l'intégration des réfugiés et des migrants, ainsi que pour le développement et la revitalisation des zones rurales/territoriales :

Intégration des réfugiés et des migrants

Plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion 2021-2027

- Lancé par la CE en novembre 2020.
- Dirigé par la Direction générale des migrations et des affaires intérieures (DG HOME).
- Fait suite au [plan d'action 2016 de la Commission en faveur de l'intégration des ressortissants de pays tiers](#).
- Englobe les [principes de base communs de l'UE 2004 en faveur d'une politique d'intégration des immigrants](#) (convenus en 2004, réaffirmés en 2011).

Développement des zones rurales/territoriales et revitalisation

Une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE – Vers des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères à l'horizon 2040.

- Lancée par la CE en juin 2021.
- Dirigée par la Direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG AGRI).
- Mise en œuvre par le Plan d'action rural et le Pacte rural.

Intégration

Le [nouveau Pacte sur l'immigration et l'asile](#) de septembre 2020 stipule que toute personne séjournant légalement dans l'UE doit pouvoir « *participer et contribuer au bien-être, à la prospérité et à la cohésion des sociétés européennes* ». Il décrit l'intégration comme « *un élément essentiel de l'action plus large de l'UE visant à promouvoir l'inclusion sociale* ». Il a annoncé l'arrivée imminente du nouveau [Plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion \(2021-2027\)](#) lancé par la Commission européenne en novembre 2020.

Le Plan d'action vise à aider les États membres et autres parties prenantes à concevoir de meilleures politiques d'intégration et d'inclusion.⁶ Il comprend des initiatives concrètes, des orientations et des détails concernant le financement de l'UE au profit de l'intégration et de l'inclusion dans quatre domaines clés : éducation et formation, emploi, santé et logement.

En ce qui concerne la participation, le plan d'action :

- Souligne combien la participation des migrants aux processus consultatifs et décisionnels contribue à élaborer des politiques et programmes d'intégration efficaces répondant aux besoins réels.
- Promeut une coopération multipartite en faveur de l'intégration qui met à contribution aussi bien les personnes exilées que les communautés qui les accueillent, aux côtés d'autres acteurs, en particulier au niveau local.
- Engage l'UE à financer le renforcement des capacités des autorités nationales, régionales et locales à associer les migrants et organisations de migrants aux processus décisionnels.
- Recommande aux États membres d'associer les migrants et organisations de migrants à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de tous les programmes et politiques d'intégration et d'inclusion (financés ou non par l'UE).

⁶ Au sein de l'Union européenne, l'intégration relève des politiques nationales : ce sont les États membres qui décident de la politique et des programmes d'intégration nationaux. L'Union européenne les soutient dans cette tâche en fournissant des orientations pour la politique et les pratiques d'intégration et en mettant à disposition des fonds européens pour soutenir les mesures d'intégration et la coopération.

La publication du Plan d'action 2021-2027 a été précédée d'une consultation publique qui s'est déroulée sur 12 semaines.⁷ Des discussions ciblées ont eu lieu avec les principales parties prenantes, notamment les États membres, les autorités locales et régionales, les partenaires sociaux et économiques, les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds, les organisations internationales et les migrants, y compris les réfugiés.

Le Plan d'action ne fait pas de distinction entre les différents statuts de migrants, mais traite de l'intégration des « *migrants et citoyens de l'UE issus de l'immigration* », tout en limitant son champ d'application aux personnes résidant légalement au sein de l'UE.

Participation des réfugiés et migrants au niveau européen :

En 2018-2019, dans le cadre du [programme urbain](#), la Commission européenne a mis en place le [European Migrant Advisory Board \(EMAB\)](#) (Comité consultatif européen pour les migrants). Mis en place en tant que programme pilote de 18 mois, l'EMAB a été conçu pour répondre à la nécessité de mieux gérer l'association des migrants et réfugiés aux processus d'élaboration de politiques. Ce comité a permis à neuf personnes issues du milieu des réfugiés et des migrants de participer en tant que conseillers experts au [partenariat sur l'inclusion des migrants et réfugiés](#), et d'apporter une contribution précieuse à l'élaboration de son [Plan d'action sur l'inclusion des migrants et réfugiés](#).

Suite à cette initiative pionnière, la Commission européenne a donné le jour au [Groupe d'experts sur les opinions des migrants dans le domaine de la migration, de l'asile et de l'intégration](#). Des groupes d'experts sont mis en place par la Commission européenne afin d'obtenir des conseils spécialisés de la part d'experts extérieurs qui serviront de fondement à l'élaboration de politiques. La participation des réfugiés et migrants à cette structure plus étendue a été généralisée.

Les membres du groupe d'experts sur les opinions des migrants ont été sélectionnés par le biais d'un appel à propositions ouvert. Le groupe s'est [réuni pour la première fois en novembre 2020](#).

Développement et revitalisation des zones rurales

[Le rapport « A Long-term Vision for the EU's Rural Areas: Towards stronger, connected, resilient and prosperous rural areas by 2040](#) (Une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE : vers des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères à l'horizon 2040) a été lancé par la Commission européenne en juin 2021.

Cette initiative vise à revitaliser les zones rurales de l'UE en réduisant les disparités régionales et en donnant naissance à de nouvelles opportunités. Elle présente une vision des territoires ruraux sous la forme de communautés inclusives et diverses, reposant sur la solidarité intergénérationnelle, équitables, ouvertes aux personnes exilées et favorisant l'égalité des chances.

Il présente les catalyseurs qui déterminent l'avenir des territoires ruraux et identifie des initiatives complémentaires dans le cadre de quatre « volets » (zones et communautés rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères). Pour coordonner sa mise en œuvre, cette vision s'appuie sur un Plan d'action rural, structuré autour d'initiatives phares dans chacun des quatre volets thématiques de la vision.

En ce qui concerne la participation, la vision à long terme :

- Met l'accent sur le renforcement de la résilience sociale, notamment en mettant en œuvre des initiatives visant à favoriser l'inclusion des personnes issues de l'immigration.
- Identifie la contribution des communautés locales à la prise de décisions comme un facteur clé et une opportunité pour améliorer leur qualité de vie.
- Met l'accent sur de nouvelles approches en matière de participation publique active, en particulier dans les communautés rurales plus isolées, telles que les consultations en ligne dans les circonscriptions rurales et le vote en ligne concernant des décisions clés relatives à l'avenir de communautés spécifiques.

Le Plan d'action rural comprend un volet spécifique visant à renforcer la participation des femmes à la prise de décisions en milieu rural. Il s'engage également à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion (par ses engagements spécifiques en matière de participation, détaillés précédemment) en étudiant la mise en place de partenariats ruraux pour promouvoir l'intégration et l'inclusion des migrants.

⁷ Lisez notre contribution à la consultation [Building Welcome from the Ground Up](#)

Par le biais du [Pacte rural qui l'accompagne](#), la Commission invite les parties prenantes des zones rurales aux niveaux européen, national, régional et local à collaborer pour soutenir les objectifs communs de la vision à long terme. Une [conférence sur le Pacte rural](#), qui s'est tenue à Bruxelles les 15 et 16 juin 2022, a réuni les parties prenantes dans le but [d'approuver le Pacte rural et de faire en sorte que chacun s'engage à participer à sa mise en œuvre](#). Les participants à la conférence ont souligné le fait que la participation des communautés rurales et de petite taille à la revitalisation rurale constituait une condition essentielle à la réussite de la mise en œuvre de la vision à long terme.

Contrairement au Plan d'action en faveur de l'intégration, la vision à long terme ne restreint pas le champ des bénéficiaires auxquels ses initiatives peuvent s'adresser. Elle souligne plutôt la nécessité de donner naissance à des communautés rurales inclusives qui favorisent le bien-être de tous leurs habitants. Elle prend des engagements spécifiques concernant l'intégration et l'inclusion des réfugiés, migrants et personnes issues de l'immigration, et demande explicitement l'intégration des travailleurs agricoles migrants aux initiatives plus vastes en faveur du tourisme rural, de la biodiversité et de la gestion territoriale.

Le lancement de la vision à long terme a été précédé d'une [consultation publique ouverte](#) qui s'est déroulée de septembre à novembre 2020. Si cet exercice participatif a permis de définir les priorités et les objectifs finaux de la Vision, les réfugiés et migrants n'ont pas été nombreux à y prendre part, puisqu'ils n'ont fourni que 0,52 % des réponses à la consultation (alors qu'ils représentent 5,5 % de la population rurale de l'UE).⁸

⁸ Centre commun de recherche, Commission européenne (2019) [Migration in EU Rural Areas](#) et conclusions de la consultation publique de 2020 sur la vision à long terme pour les zones rurales, à l'adresse https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12525-Long-term-vision-for-rural-areas/public-consultation_en

Participation et Share Network

Groupe d'experts Share sur l'orientation et l'intégration sociale dans les zones rurales :

Principaux enseignements tirés pour la participation des migrants et réfugiés

Décembre 2021

- 1. La participation prend du temps.** Elle exige de changer d'attitudes, d'approches et de pratiques, et s'apparente davantage à un processus qu'à un projet.
- 2. L'inclusion doit être planifiée à l'avance.** Sachant que les personnes exilées manquent souvent de temps et de ressources, il s'agit de s'assurer de leur participation dès le départ et de fournir des informations pour gérer les attentes.
- 3. Il est essentiel de leur donner les moyens de participer activement à la prise de décisions.** Identifier et valoriser les compétences, renforcer les capacités et soutenir la professionnalisation.
- 4. Tenir compte de la langue.** Collaborer avec des interprètes professionnels et travailler par groupes de langue dans la mesure du possible.
- 5. Fournir les ressources nécessaires à la participation.** Pour que la participation soit durable et significative, elle doit bénéficier de ressources fiables et dédiées.

En 2020, nous avons lancé un nouveau programme de travail visant à généraliser la participation des réfugiés et migrants dans toutes les activités de notre réseau Share.

Notre priorité :

Cartographier et évaluer les pratiques participatives et de co-création pour l'intégration des réfugiés et migrants dans l'UE, en mettant l'accent sur les communautés rurales et de petite taille.

Nos actions :

- Visite Look & Learn de Share à Sigüenza (Guadalajara, Espagne) [Towards sustainable integration in rural areas: promoting mutual learning at European and regional level](#) (juin 2022).
- [Atelier réunissant les conseillers Share sur la question des réfugiés concernant le parrainage citoyen](#), échange de bonnes pratiques visant à une participation significative des réfugiés au parrainage communautaire (janvier 2022).
- Réunion du Groupe d'experts Share sur la [participation des migrants et réfugiés à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des initiatives d'orientation et d'intégration sociales, ainsi qu'à la gouvernance dans les zones rurales](#) (décembre 2021).
- Consultation des membres de notre réseau et nos partenaires, y compris sous la forme d'entretiens avec des experts spécialisés et une brève enquête en ligne concernant les difficultés et catalyseurs de la participation sur les questions d'intégration.
- Webinaire réunissant des experts du réseau Share autour de la question de la [participation et de la co-création en faveur de l'intégration des réfugiés et migrants dans l'UE](#) (décembre 2020).

Notre priorité :

Mettre au point des outils et ressources Share en faveur de la participation et les diffuser auprès des praticiens et décideurs politiques à travers toute l'UE

Nos actions :

Deux outils Share en faveur de la participation, destinés à guider notre travail et celui de nos partenaires et membres :

1. Outil [SHARE Network Ladder of Participation \(Refugee & Migrant Integration\)](#) (Échelle d'évaluation du réseau SHARE concernant la participation sur les questions d'intégration des réfugiés et migrants).⁹ L'échelle fournit un cadre permettant de situer le travail participatif et d'évaluer le type et le niveau d'engagement obtenu. Elle constitue également un outil de référence pour guider le développement de nouvelles activités de participation et de co-création :

⁹ Notre échelle Share s'inspire de la « [Ladder of Co-Production](#) » (échelle de coproduction) publiée par Think Local en 2015. Elle s'appuie sur les conclusions et recommandations de l'étude de 2020 intitulée [La Participation des Personnes Exilées](#) et publiée par le partenaire de Share, l'[Institut français des relations internationales](#) (disponible également en [version résumée en anglais](#)).

SHARE Network: échelle de participation (intégration des réfugiés et migrants)*

AGIR ENSEMBLE...
Égalité des décideurs

Gouvernance organisationnelle & prise de décisions

Les réfugiés et les migrants sont membres des entités suivantes :

- Conseils d'administration et comités de gestion des organisations.
- Réunions stratégiques.
- Organes statutaires de consultation et d'élaboration de politiques.

Organisations dirigées par des réfugiés et migrants

Les associations et autorités publiques fournissent :

- Financement direct.
- Assistance juridique et administrative.
- Occasions de développer ses compétences.
- Accès aux réseaux professionnels et politiques.
- Partenariats formels

AGIR AVEC...
Relation reposant sur les principes d'égalité et de réciprocité

Co-création

Les réfugiés et les migrants :

- Participent en tant que partenaires à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des initiatives d'intégration
- Agissent bénévolement ou contre une certaine forme de rétribution financière

AGIR POUR...
Engager et associer les populations

Consultation Information

- Enquêtes de satisfaction
- Groupes de réflexion et de discussion
- Mécanismes de retour d'information et de suggestion

2. [10 principes clés de Share en matière de participation des réfugiés et migrants](#), destinés à guider nos activités de formation, de renforcement des capacités, de projets pilotes et de plaidoyer pour la période à venir.



SHARE Network:

10 principes clés en matière de participation des réfugiés et migrants

1. Nul ne connaît mieux la situation des réfugiés et migrants que les réfugiés et migrants eux-mêmes du fait de leur expérience. Ils possèdent des connaissances et perspectives uniques qui peuvent améliorer les programmes et les politiques d'intégration.
2. Participation soutenue et non ponctuelle dans la mesure du possible.
3. Budgets dédiés à la participation (décideurs politiques et autorités/organisations travaillant directement avec les réfugiés et migrants).
4. Préparation de la participation (par le développement des compétences et l'orientation professionnelle).
5. Aide à l'interprétation et à la traduction adaptée aux besoins linguistiques des réfugiés et migrants qui participent.
6. Approche sensible au genre pour garantir l'intégration des femmes et filles réfugiées aux activités de participation.
7. Les réfugiés et les migrants facilitent la formation et le renforcement des capacités des professionnels et des bénévoles.
8. Soutien des parrainages pour les réfugiés et migrants s'associant à un travail participatif, dans la mesure du possible.
9. Participation des réfugiés et migrants en guise de critère d'évaluation fondamental de toutes les activités, et de tous les programmes et politiques conçus à leur intention.
10. Rémunération des réfugiés et migrants s'associant à un travail participatif dans la mesure du possible, tout en reconnaissant la valeur du bénévolat (en particulier pour les groupes vulnérables).

Notre priorité :

Favoriser la participation à travers nos actions et notre plaidoyer en proposant des occasions significatives aux personnes exilées de concevoir, mettre en œuvre et évaluer les initiatives d'intégration et plaider pour l'inclusion des personnes exilées dans les processus décisionnels et instruments de financement de l'UE.

Nos actions :

- [Ambassadeurs ruraux pour des territoires inclusifs en France](#). Nos ambassadeurs sont des réfugiés et des (anciens) élus locaux de petites communautés rurales en France ayant expérimenté en première ligne l'arrivée et l'intégration des personnes exilées. Ils participent à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation d'initiatives en faveur de l'intégration, ainsi qu'à des initiatives de sensibilisation plus vastes en faveur de l'intégration aux niveaux local, régional, national et européen.

« Quand nous sommes arrivés ici, nous ne connaissions personne, et ce sont des gens qui ne nous connaissent pas qui sont venus vers nous pour nous aider à nous intégrer. À présent, quand je vois des personnes en difficulté, j'ai envie de leur tendre la main à mon tour. »

Maher Dahdal,
ambassadeur rural du
projet Share SIRA en
Saône-et-Loire

- [Programme des conseillers Share sur les questions des réfugiés pour le parrainage communautaire](#). Nous soutenons 23 réfugiés et migrants venus du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Est dont certains sont arrivés par le biais de parrainages afin de sensibiliser à certains thèmes autour du parrainage. Les conseillers sur les questions des réfugiés déterminent les priorités en matière de sensibilisation au parrainage, tandis que Share coordonne le programme, fournit des conseils et des contributions stratégiques, et garantit l'accès aux formations et au renforcement des capacités. Les conseillers sur les questions des réfugiés fournissent des conseils d'experts et prennent part à des événements et discussions Share aux niveaux national et européen. Ils font partie des membres fondamentaux de la [plateforme de mobilisation en faveur du parrainage de réfugiés de Share](#).

• **Des chercheurs experts issus du milieu des réfugiés.** Depuis 2021, nous employons des réfugiés et migrants avec une expérience universitaire en tant que chercheurs experts temporaires pour les projets et initiatives de Share. Nous menons avec eux des actions de sensibilisation ciblées auprès de nos partenaires et de notre réseau pour visibiliser les opportunités existantes.

« Il est important de montrer qu'une intégration dans les zones rurales est possible. Très souvent, les personnes exilées ont peur d'être isolées dans les petites communautés, mais s'ils bénéficient de services adaptés et du soutien de bénévoles, ils peuvent tout à fait s'intégrer et s'épanouir dans les zones rurales. »

Zozan et Khmlin Haj
Mohamad, Ambassadeurs
ruraux du projet Share SIRA
en Corrèze

Notre priorité :

Renforcer les capacités de différents acteurs en leur fournissant des informations et des formations ciblées.

Nos actions :

- Nous avons mis au point un module de formation sur la participation et la co-création en tant qu'outils d'innovation inclusive, et prodigué une formation pratique à ce sujet pour des professionnels travaillant avec un public migrant et réfugiés dans quatre départements ruraux en France dans le cadre du projet Share SIRA.
- Nous avons publié 10 [fiches d'information régionales](#) consacrées à la migration, à l'intégration et à la revitalisation rurale dans les 10 régions rurales européennes partenaires où le projet Share SIRA est actuellement mis en œuvre.

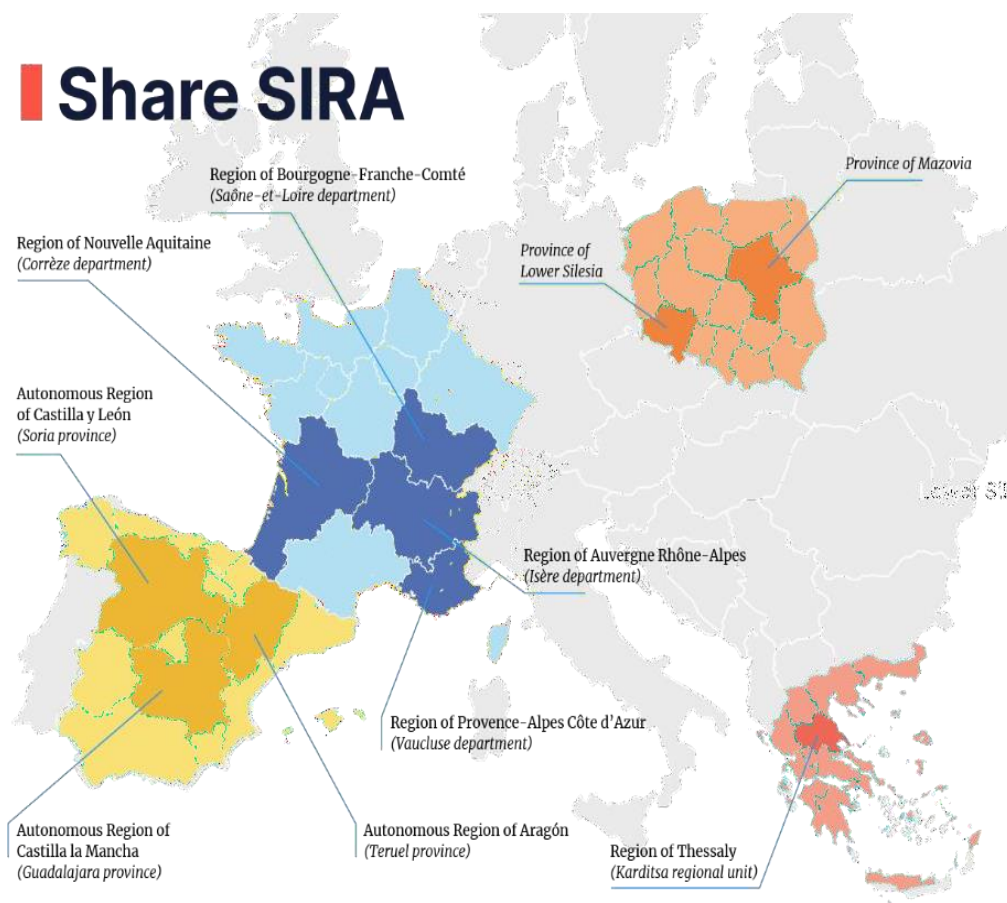
Notre priorité :

Piloter des approches participatives pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer les initiatives d'intégration des réfugiés et migrants, en partenariat avec les acteurs des territoires ruraux.

Nos actions :

Notre programme Share SIRA contribue à l'élaboration d'une base de données plus large et plus accessible sur les approches participatives de l'intégration et l'inclusion des personnes exilées dans les territoires ruraux de l'UE. Il a ainsi mis en place des plateformes de coopération multipartites dans dix territoires ruraux de quatre États membres (France, Grèce, Espagne et Pologne), réunissant des parties prenantes régionales et locales, dont les autorités publiques, les prestataires de services, les organisations de la société civile, les employeurs, les bénévoles et les personnes exilées elles-mêmes. Les membres des plateformes de Share SIRA ont été invités à proposer des initiatives pilotes, adaptées aux besoins et aux capacités du territoire, parmi lesquelles une par région a été sélectionnée, financée et évaluée. Ainsi, en 2022, le projet SIRA a mis en œuvre 10 initiatives pilotes d'intégration sur dix mois comportant des éléments de participation et/ou de co-création.

Share SIRA



SHARE SIRA

Renforcer et élargir l'orientation et l'intégration sociales des personnes exilées dans les zones rurales

Le projet [Share SIRA](#) s'appuie sur des approches multipartites, des méthodes participatives et des initiatives pilotes. Ces dernières associent à la fois les communautés locales et les personnes exilées au renforcement de l'orientation et de l'intégration sociales dans les zones rurales de l'UE.

Co-financé par l'AMIF 2014-2020, le projet SIRA agit directement dans 10 territoires ruraux en France, en Grèce, en Pologne et en Espagne. SIRA est un programme sur deux ans mis en œuvre pour 2021-2023.

Nos recommandations en matière de participation pour l'intégration dans les territoires ruraux de l'UE

Dans le réseau Share, nous mettons en place des **partenariats en milieu rural** comme moyen de susciter la mobilisation citoyenne pour l'accueil des réfugiés et migrants. La participation constitue un élément crucial pour assurer la coopération entre tous les acteurs, en particulier les réfugiés, les migrants et les communautés d'accueil, ainsi que les autorités régionales et locales.

Notre cartographie et notre consultation montrent que si les exemples de pratiques réussies en matière de participation à l'intégration sont nombreux à travers l'UE, la tendance générale est de se situer au premier niveau de l'échelle [Share de participation \(intégration des réfugiés et migrants\)](#). En effet, la pratique actuelle consiste principalement en des activités de consultation et d'information, qui sont très souvent ad hoc. Le principal défi à relever pour la période à venir est de passer de l'étape du « *Agir pour* » à celle de l'utilisation de méthodes participatives et de co-création plus structurées et égalitaires (« *Agir avec* » et « *Agir ensemble* ») situées plus haut dans l'échelle Share.

1. Relever les défis propres à la participation rurale...

Les défis propres à la participation en milieu rural sont très souvent liés aux défis plus généraux que rencontrent ces territoires, notamment la mobilité réduite, les difficultés de connectivité numérique et l'isolement.

Pour institutionnaliser et systématiser la participation en faveur de l'intégration dans les territoires ruraux à tous les niveaux de gouvernance, nous devons collectivement garantir :

- L'élaboration de **politiques rurales**, des formes de **financement**, et la **formation et le renforcement des capacités** qui répondent aux défis de la participation des territoires ruraux.
- L'implication des communautés locales, les personnes exilées et les organisations de la société civile au **suivi du mécanisme de « test rural »**, qui est envisagé dans la vision à long terme de l'UE pour les zones rurales, pour réexaminer les politiques de l'UE dans une optique rurale.
- La disponibilité et l'accessibilité de **ressources durables et dédiées à la participation** dans les zones rurales de l'UE.
- Des **engagements et initiatives institutionnels** forts en faveur de la participation, dans le cadre de l'élaboration des politiques et des pratiques à tous les niveaux de gouvernance.
- La **généralisation** de la participation des réfugiés, des migrants et des communautés locales dans tous les secteurs politiques liés à l'intégration par le biais de structures et de mécanismes adaptés à leurs difficultés et capacités spécifiques en matière de participation.

2. Reconnaître que la participation est un processus à long terme...

Les personnes exilées et membres des communautés locales n'ont pas un temps illimité à consacrer au travail participatif. Les calendriers chargés, les contraintes de mobilité et l'exclusion numérique empêchant la participation en ligne sont parmi les **principaux obstacles** à la participation significative des réfugiés et migrants, y compris dans les zones rurales.

Ces difficultés exigent de continuer d'agir au niveau local et de mettre au point des coalitions plus larges et durables. Le fait que les acteurs impliqués dans l'accueil et l'intégration soient très diversifiés exige également des efforts créatifs et continus pour garantir une participation inclusive, significative et durable.

3. Garantir des territoires inclusifs pour tous...

La participation de **toutes** les personnes exilées **sur un territoire**, quel que soit leur statut, garantit que l'ensemble de l'expertise et de l'expérience locales est exploité au profit de l'intégration et d'une inclusion plus aboutie au niveau local. À plus long terme, une vaste participation permet de construire des communautés plus fortes et plus résilientes, comme celles qui ont été définies pour les zones rurales de l'UE dans la *vision à long terme* (voir ci-dessus).

L'intégration ne débute pas seulement au moment de l'obtention d'un statut juridique. L'inclusion dès les premiers instants des personnes exilées dont le statut juridique n'est pas encore assuré a un impact positif sur leur future

intégration en renforçant les liens et la confiance, et en offrant des voies d'accès à un statut juridique plus stable et aux droits qui en découlent par le biais de la régularisation, de l'emploi et des études.

Les initiatives participatives locales et régionales en faveur de l'intégration peuvent et doivent autant que possible être représentatives des communautés en impliquant tous les groupes de personnes exilées, quel que soit leur statut juridique. En ce qui concerne les zones rurales, ces efforts devraient viser de manière proactive les groupes de migrants plus temporaires ou vulnérables, tels que les demandeurs d'asile, les travailleurs saisonniers, les personnes sans papiers, les victimes de la traite des êtres humains et les mineurs non accompagnés.

4. Exploiter les approches et pratiques existantes qui ont fait leurs preuves...

Bien que la participation constitue un domaine de travail relativement nouveau dans le contexte de l'intégration, les pratiques et approches qui ont déjà fait leurs preuves sont riches en enseignements. Si les approches doivent rester flexibles et adaptables en fonction des ressources, défis et opportunités spécifiques des territoires ruraux de l'UE, il est essentiel que les acteurs et praticiens puissent exploiter l'expertise existante pour guider les futures pratiques.

Comme le montrent notre travail de cartographie et de consultation, ainsi que les pratiques que nous présentons en conclusion de cette note d'orientation, on constate à travers toute l'UE de nombreux exemples de pratiques réussies en matière de participation en faveur de l'intégration. Un contexte politique européen plus favorable permet d'accorder davantage d'attention à la participation en faveur de l'intégration, y compris en ce qui concerne la collecte de bonnes pratiques.

Ces dernières années, les communautés rurales ont également mis au point des **approches participatives au niveau local**, susceptibles d'être exploitées dans le domaine de l'intégration de personnes exilées. L'approche [LEADER \(« Liens entre les initiatives de développement rural »\)](#), également présentée à la fin de cette note, constitue un cadre précieux et éprouvé pour associer les communautés au développement rural. Le [Parlement rural européen](#), pour sa part, vise à permettre aux communautés rurales de jouer un rôle à part entière et sur un pied d'égalité dans l'élaboration de politiques pour les territoires ruraux.

Les pratiques participatives bien établies dans d'autres domaines de la politique sociale, tels que le secteur des soins, la détermination des priorités et du budget au niveau local (« démocratie participative ») et les services destinés aux jeunes, peuvent également fournir des exemples inspirants pour l'intégration.

5. Rendre la participation significative et efficace, et faire le choix de la participation dès le départ...

Les approches participatives efficaces en matière d'intégration nécessitent des alliances et partenariats solides et inclusifs, orientés autour d'objectifs et de valeurs communs. Par conséquent, la participation doit commencer par l'identification des besoins, des aspirations, des désirs et des opportunités communs afin de valider les objectifs communs et de gérer les attentes. Les personnes concernées et/ou ciblées par des projets spécifiques doivent être **associées dès le départ** et avoir leur mot à dire tout au long du processus jusqu'à l'évaluation finale.

Le danger est que les activités participatives ne deviennent que des exercices symboliques, en particulier les initiatives de consultation et d'information décrites au premier niveau de [l'échelle Share pour la participation \(intégration des réfugiés et migrants\)](#). Par exemple, la consultation n'a de sens que si les participants sont informés de ses conclusions en termes de prise de décision. L'invitation de personnes réfugiées et migrantes à prendre la parole lors de conférences pour partager leur témoignage peut être précieux. Mais souvent, cela ne conduit pas à une participation significative du fait de l'absence d'espaces dédiés et d'outils adéquats. En outre, une dépendance excessive à l'égard du même groupe de parties prenantes peut également limiter l'efficacité des approches participatives.

Nous demandons instamment à toutes les parties prenantes d'éviter la « participation pour le plaisir de la participation » et de veiller à ce que toutes les initiatives participatives (quelle que soit leur position sur l'échelle) reposent sur des partenariats et relations solides et égalitaires. Toutes les parties prenantes doivent se demander comment elles peuvent intégrer de manière institutionnelle, systématique, durable et significative les réfugiés, migrants et membres des communautés locales.

6. Inclure la formation et le renforcement des capacités de participation...

Il est essentiel que tous les acteurs de l'intégration, en particulier les personnes exilées, puissent participer à l'élaboration d'une vision pour leur communauté locale et pour les projets spécifiques qui y sont mis en œuvre. Selon les initiatives, certaines parties prenantes peuvent avoir besoin d'**opportunités pour développer ou renforcer certaines compétences ou connaissances** afin de participer de manière significative et équitable. L'inclusion par la formation et le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes favorise également l'instauration de relations équitables au sein des projets, et cela doit être anticipé lors de la planification des approches participatives. La planification doit aussi prévoir les ressources budgétaires nécessaires pour garantir la continuité de la formation et du renforcement des capacités, et soutenir les engagements à plus long terme en faveur de l'intégration et de la généralisation des approches participatives.

7. Piloter et évaluer de nouvelles approches...

Les approches participatives constituent un domaine pratique relativement nouveau dans le contexte de l'intégration des personnes exilées. Pour les communautés rurales et de petite taille de l'UE, qui ne jouent qu'un rôle relativement récent en tant qu'acteurs clés de l'intégration, la possibilité de piloter des actions est essentielle pour déterminer ce qui fonctionne (ou non) dans leurs propres contextes territoriaux et affiner des nouvelles approches en faveur de l'intégration.

Les responsables politiques et décideurs doivent garantir des cadres de financement accessibles qui soutiennent l'expérimentation au niveau local, et rappeler que les actions pilotes ne sont pas nécessairement toujours innovantes mais peuvent également consister en des modèles ou des bonnes pratiques provenant d'autres régions de l'UE .

Des mécanismes de suivi et d'évaluation efficaces sont également essentiels pour que la valeur ajoutée des actions pilotes soit exploitée afin de soutenir une meilleure programmation de l'intégration et l'élaboration de politiques au niveau local, et partagée entre les Etats membres et les régions de l'UE. Là encore, la diffusion des enseignements nécessite une solide coopération multipartite et multiniveau dans les contextes locaux, régionaux, nationaux et européen.

La participation en action : profilage de pratiques participatives pour l'intégration de migrants et réfugiés dans l'UE

Il est essentiel que tous les acteurs de l'intégration puissent accéder à des exemples de bonnes pratiques et à des ressources pour construire et améliorer leur pratique participative. Dans cette optique, nous présentons ici des profils d'approches et de pratiques participatives réussies que nous avons découvertes au cours de notre travail de cartographie, de consultation et de collaboration à travers le réseau Share depuis 2020.

Ces exemples illustrent comment des approches participatives structurées en faveur de l'intégration dans les territoires ruraux de l'UE peuvent être mises en œuvre et appliquent ce que nous préconisons en matière de participation significative : toutes ces initiatives peuvent se situer aux niveaux « *Agir avec* » ou « *Agir ensemble* » de l'échelle de participation de Share.²²

Outre l'espoir d'informer et d'inspirer les pratiques actuelles et futures en matière de participation, nous proposons ces exemples pour témoigner de l'engagement indéfectible de tous ceux impliqués dans le développement des pratiques participatives dans nos communautés à travers l'UE.

Sensibilisation, partage d'expériences, gouvernance et prise de décision

Approche du développement rural LEADER pour l'intégration

L'approche [LEADER \(« Liens entre les initiatives de développement rural »\)](#) est une méthode de développement local dans le cadre du financement de l'UE qui associe les parties prenantes au développement de leurs zones rurales en concevant des stratégies locales, en mettant en œuvre des actions et en prenant des décisions en matière d'allocation des ressources.

Elle est mise en œuvre par environ 3 000 [groupes d'action locale](#) réunissant des acteurs publics, privés et de la société civile au sein de territoires ruraux spécifiques, dans le cadre des [programmes de développement rural](#) nationaux et régionaux de chaque État membre de l'UE, soutenus par le [Fonds européen agricole pour le développement rural](#).

Le projet de coopération transnational LEADER « [Intégration des immigrants dans les zones rurales](#) » a été mis au point par le réseau international LEADER en réponse à l'arrivée massive de réfugiés dans l'UE depuis 2015. Mis en œuvre par 16 partenaires dans des territoires ruraux en Autriche, en Allemagne, en Finlande et en Suède, le programme visait à partager des connaissances et à échanger des pratiques réussies en matière d'intégration des réfugiés et des migrants, ainsi qu'à identifier les moyens spécifiques par lesquels la migration peut générer une valeur ajoutée pour les territoires ruraux. Le programme a mis en place des réseaux locaux d'acteurs de l'intégration, soutenu des actions pilotes d'intégration dans les régions participantes et facilité le partage transnational des connaissances et des pratiques en matière d'intégration dans les communautés rurales.

Le Forum grec des réfugiés : structurer la participation à travers les territoires grecs

Le [Forum grec des réfugiés](#) est une organisation formée et dirigée par des réfugiés et migrants de différentes nationalités habitant en Grèce. Il a été créé en 2010 dans le but de relever les défis de l'intégration dans le pays et a obtenu une reconnaissance officielle en 2012. Il travaille sur quatre domaines prioritaires fondamentaux : le développement communautaire, l'autonomisation des femmes, la sensibilisation et l'intégration par le sport.

En Grèce, chaque municipalité doit mettre en place un conseil d'intégration des migrants et réfugiés afin de faciliter leur participation dans les municipalités dans lesquelles ils vivent. La participation aux conseils d'intégration est limitée aux communautés qui sont officiellement reconnues et constituées en vertu de la loi grecque.

Le Forum grec des réfugiés guide les communautés de réfugiés et migrants à travers toute la Grèce dans le processus d'acquisition de la reconnaissance officielle de la communauté. Il les amène ainsi à participer aux conseils d'intégration dans les municipalités dans lesquelles ils vivent. Cette dynamique entraîne la mise en place de nouveaux conseils d'intégration par les municipalités auxquelles les réfugiés peuvent participer, et élargit la composition des conseils existants pour inclure davantage de communautés de personnes exilées.

Conseils d'intégration au niveau municipal en Allemagne

De nombreuses municipalités allemandes ont mis en place des [conseils d'intégration](#) afin de favoriser la participation politique des migrants. Si les grandes villes ont fait office de pionniers, de nombreuses zones rurales mettent actuellement en place des conseils afin d'impliquer leurs habitants à la gouvernance locale.¹

Du fait de l'autonomie locale, il existe une grande variété de formes et de compétences au sein de ces conseils d'intégration. Ils peuvent être établis au niveau du district ou au niveau des plusieurs municipalités faisant partie d'un même district. Bien qu'il s'agisse principalement d'organes consultatifs au pouvoir décisionnel limité, certains conseils sont plus étroitement liés au conseil municipal ou au conseil du district. Ils ont ainsi le droit d'être informés par les organismes publics locaux et de s'engager dans les politiques locales liées aux droits et aux intérêts des migrants.

Dans certaines municipalités, les membres du conseil sont élus directement. Si cela renforce la légitimité démocratique, cela s'accompagne de questions quant à la définition de l'électorat, en particulier si le conseil doit représenter le groupe plus vague des « migrants ». Par conséquent, d'autres municipalités ont décidé de nommer des experts, issus ou non de l'immigration, comme membres de leur conseil d'intégration.

Académie pour la participation des réfugiés : une initiative du gouvernement français pour la participation des réfugiés

L'[Académie pour la participation des réfugiés](#) est une initiative de partenariat établie entre la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (Diair), l'Institut français des relations internationales (IFRI) et le HCR. Ce programme vise à faire en sorte que les réfugiés puissent participer activement aux processus décisionnels liés à l'intégration. Il se concentre sur la participation des réfugiés aux conseils d'administration des organisations nationales de la société civile travaillant avec les réfugiés, aux comités d'octroi de subventions des fondations et des organisations philanthropiques, aux comités de sélection des financements publics aux niveaux national et régional, et aux comités et organes consultatifs.

12 lauréats de l'Académie ont été retenus parmi 235 candidatures au départ : six hommes et six femmes âgés de 20 à 55 ans, originaires de neuf pays différents et vivant dans des régions à travers l'ensemble du territoire national français. Les neuf premiers mois du programme de l'Académie ont été l'occasion de discussions mensuelles et d'un renforcement des capacités dans des domaines tels que la prise de parole en public, les financements publics et philanthropiques, les organisations de la société civile en France, les réunions de conseil d'administration et les fonds européens.

Grâce à l'Académie, les lauréats ont participé à des comités de sélection publics et philanthropiques, à des réunions de haut niveau avec des représentants de l'État, à des débats et tables rondes, ainsi qu'à la réunion annuelle française sur l'intégration des réfugiés. Depuis septembre 2021, les lauréats peuvent intégrer les conseils d'administration des organismes ayant un pouvoir de décision en matière d'intégration en France.

Refugees Seeking Equal Access at the Table : R-SEAT

[Refugees Seeking Equal Access at the Table \(R-SEAT\)](#) est une initiative internationale qui vise à faire en sorte que les réfugiés jouent un rôle majeur au sein des organes centraux de décision du régime mondial des réfugiés, tels que le Comité exécutif du HCR (ExCom). R-SEAT conçoit en collaboration des mécanismes visant à amplifier le leadership des réfugiés et à accroître leur participation aux délégations internationales des États. Sa mission principale consiste à obtenir l'engagement de 20 États membres du Comité exécutif à formaliser la participation des réfugiés dans leurs délégations nationales respectives d'ici à 2023.

Sur la base des enseignements tirés des efforts visant à faire participer les réfugiés au processus des [Consultations annuelles tripartites sur la réinstallation \(ATCR\)](#), R-SEAT recrute des réfugiés en fonction des compétences et expériences qui seront utiles dans l'arène internationale de la protection des réfugiés. Cette initiative met en relation les réfugiés participants avec des mentors retenus parmi les professionnels travaillant au niveau international. Le mentor est sélectionné en fonction des intérêts des réfugiés participants. Elle s'efforce également de renforcer le leadership mondial des réfugiés en mettant en relation les dirigeants de réfugiés avec les parties prenantes concernées, notamment les décideurs politiques, les fondations et d'autres organisations de la société civile.





PartecipAzione : soutien aux organisations dirigées par des migrants et des réfugiés en Italie

La participation des organisations dirigées par des migrants et des réfugiés peut jouer un rôle central dans la transformation des communautés locales. Il s'agit de fournir un cadre permettant aux migrants et réfugiés d'exprimer leurs besoins et aspirations, ce qui permet d'améliorer l'élaboration des politiques et la conception des programmes. Une structure est ainsi mise en place, grâce à laquelle les communautés de migrants et de réfugiés peuvent mettre en œuvre des services et une assistance, et devenir plus autonomes. Pour autant, les organisations dirigées par des migrants et des réfugiés peinent parfois à accéder aux réseaux et aux ressources dont disposent les autres associations, ce qui pose de sérieux problèmes pour leur durabilité globale.

Le programme [PartecipAzione](#) aide les organisations dirigées par des migrants et des réfugiés italiennes à relever ces défis. Lancé début 2018 par l'organisation humanitaire [Intersos](#) en collaboration avec l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le programme PartecipAzione vise à renforcer les compétences des organisations dirigées par des migrants et des réfugiés et des organisations communautaires qui favorisent la participation des réfugiés et adoptent une approche participative. Chaque année, le programme aide 10 organisations dirigées par des migrants et des réfugiés retenues par le biais d'un appel à propositions national, en leur proposant une formation et un renforcement des capacités, une aide financière ponctuelle destinée à établir un nouveau projet d'intégration axé sur la participation, et une mise en réseau facilitée aux niveaux régional et national.

Le programme PartecipAzione adopte une approche territoriale, dans laquelle les organisations dirigées par des migrants et des réfugiés participantes reçoivent le soutien et les conseils des agents de liaison territoriaux afin de définir leurs activités, hiérarchiser les ressources, mettre en œuvre un projet, et assurer le suivi et le compte rendu des résultats. Ces organisations sont à même de consolider leur rôle au sein de leur communauté, d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances, et de créer des réseaux et partenariats avec d'autres organisations dirigées par des migrants et des réfugiés et des acteurs institutionnels en Italie.




New Women Connectors : plaidoyer pour des changements durables et sensibles au genre dans les politiques et pratiques de l'UE, mené par des migrants et des réfugiés

Créée en mars 2019, [New Women Connectors](#) (NWC) est une plateforme de sensibilisation à l'échelle européenne fondée et dirigée par des femmes migrantes et réfugiées.

La NWC rassemble des femmes issues d'horizons nationaux, culturels, linguistiques, éducatifs et professionnels divers afin de connaître leurs difficultés, de recommander des solutions et de faire en sorte qu'elles deviennent des acteurs du changement. Ce travail vise à initier un changement systémique dans les politiques et pratiques afin que les communautés issues de l'immigration, en particulier les femmes, puissent accéder à la protection et aux services, utiliser au mieux leurs compétences et leurs capacités, et atteindre leurs objectifs.

Depuis sa création, la NWC a aidé plus de 1 400 femmes à travers l'UE à se réunir et à partager leurs expériences et leurs opinions autour de thèmes tels que l'intégration, le racisme, la violence domestique, la transphobie et la situation critique des femmes et des filles LGBTIQ+. En 2019-2020, la NWC a organisé ou animé en collaboration 19 événements en ligne et hors ligne en huit langues, faisant appel à des militantes féministes et à des leaders communautaires dans 28 pays.

La NWC s'efforce également de faire en sorte que les voix des nouvelles femmes soient entendues dans les débats et discussions autour des politiques européennes. Au cours de la consultation publique qui a précédé le lancement du Plan d'action de l'UE pour l'intégration et l'inclusion (2021-2027), la NWC a collaboré avec Oxfam afin d'organiser deux séries de consultations concernant les priorités de l'UE en matière d'intégration avec les femmes migrantes et réfugiées.



Actions en faveur de l'intégration et de l'inclusion

MigraCOOP : la migration en tant qu'outil de lutte contre le déclin de la population rurale en Espagne

Depuis le milieu du 20^e siècle, les territoires ruraux situés du centre de l'Espagne font face au déclin démographique. La situation est si grave qu'elle a donné naissance au mouvement politique [España Vacuada](#) (« Espagne vide ») qui milite en faveur de politiques économiques et sociales permettant de mieux lutter contre les inégalités territoriales.

[MigraCOOP](#) a été créé par la Fondation pour la coopération et la promotion du coopératisme de [Fevecta](#), organisation basée à Valence qui promeut le coopératisme et soutient la création de coopératives de travail. Migracoop a pour objectif de mettre en relation les migrants et les communautés rurales ayant la volonté et la capacité de les accueillir, et de les aider à s'y établir en leur proposant des formations, en créant des partenariats locaux et des coopératives, ainsi qu'en soutenant l'esprit d'entreprise.

À ce jour, Migracoop s'est assuré le soutien de 185 municipalités. Il a signé cinq accords de collaboration avec des municipalités et créé six coopératives dans les territoires intérieurs espagnols.

La culture de l'accueil en France rurale : Tero Loko

En France, de plus en plus de petites communautés rurales subissent l'exode rural, dont la commune de Notre-Dame-de-l'Osier, village rural de 500 habitants situé dans le département de l'Isère, dans le sud-est de la France. Dans le même temps, les réfugiés vivant dans des zones plus urbaines en France rencontrent tous les mêmes difficultés pour s'intégrer, notamment trouver un logement et un emploi stables.

Début 2019, l'association [Tero Loko](#) a choisi Notre-Dame-de-l'Osier pour lancer une nouvelle initiative visant à répondre à ces deux problématiques distinctes mais imbriquées : la marginalisation rurale et les solutions limitées pour faciliter l'intégration des réfugiés. Ce projet propose aux bénéficiaires de la protection internationale et membres vulnérables et sans emploi de la communauté d'accueil une formation et un emploi contractuel dans le domaine du maraîchage et de la production de pain bio. Pendant en moyenne 12 à 24 mois, les participants au projet bénéficient également d'un logement indépendant sur place pour eux-mêmes et les membres de leur famille.

Tero Loko a ainsi accueilli cinq premiers participants au début de l'année 2019 et devrait sous peu atteindre son objectif d'accueillir 17 participants sur le site en 2022. Les légumes et pains produits sur le site de Tero Loko sont vendus sur les marchés locaux et à différents membres de la communauté, générant des revenus qui soutiennent la durabilité future du programme. Tero Loko soutient activement la participation des réfugiés à la gouvernance et à la gestion du programme, et l'initiative [bénéficie du soutien vigoureux de la municipalité](#).

L'emploi rural inclusif en Espagne : SAVIA NUEVA

Créée en 2010 par l'organisation de la société civile espagnole Accem, [SAVIA NUEVA](#) propose une formation professionnelle aux migrants, réfugiés et autres personnes en situation de vulnérabilité et chômage dans la Sierra Norte de Guadalajara, région espagnole de Castille-La Manche. Le projet vise ainsi à leur faciliter l'accès au marché du travail et se concentre sur les secteurs économiques du territoire ayant des besoins de recrutement importants, notamment la construction, le commerce, le jardinage et les soins personnels.

SAVIA NUEVA est une entreprise sociale axée sur l'emploi. Il s'agit de la première entreprise sociale de ce type en Castille-La Manche. Une partie des bénéfices de l'entreprise est réinvestie dans son renforcement et l'élargissement de son champ d'action. Le soutien du gouvernement régional de Castille-La Manche

(« Junta ») et de bailleurs privés a été crucial. Les principaux objectifs à long-terme sont de garantir la croissance de l'entreprise et, surtout, de la rendre autonome et autosuffisante.

Depuis sa création, SAVIA NUEVA a participé à la réussite de l'insertion professionnelle d'environ [150 personnes](#). La société a adopté une solide approche multipartite pour s'engager et collaborer avec la communauté des affaires de Sierra del Norte. Son approche inclusive est notamment une des clés du succès.

Découvrez le travail d'Accem et d'autres bonnes pratiques à Guadalajara dans notre numéro de juin 2022 du [rapport Look & Learn](#) [Visitez](#)

Sensibilisation menée par les réfugiés : Réseau VOICES

Le [réseau VOICES](#) se compose de réfugiés, de demandeurs d'asile et de migrants qui, à travers tout le Royaume-Uni, agissent en tant qu'ambassadeurs pour faire connaître leurs expériences dans l'accueil et l'intégration dans le pays. Les ambassadeurs du réseau VOICES travaillent de trois manières distinctes afin d'atteindre trois objectifs principaux : changer l'état d'esprit (par le biais du travail médiatique), changer les politiques (par le biais du travail de plaidoyer), et améliorer les pratiques (par le biais de l'amélioration des services). Pour cela, ils se consacrent à la recherche, à la publication de rapports, à la prise de parole dans les instances politiques de décision et dans les médias ; ils ont même créé une série de podcasts.

Le programme VOICES a été mis en place par la Croix-Rouge britannique début 2018, dans le cadre du projet [AVAIL \(Amplifying the Voices of Asylum Seekers and Refugees for Integration and Life Skills\)](#) visant à tester des approches participatives en faveur de l'intégration. Depuis le début 2020, le réseau VOICES a été restructuré : il se présente désormais sous la forme d'un réseau indépendant soutenu par des responsables de la participation situés à Newport (Pays de Galles), Glasgow (Écosse) et Leeds (Angleterre), avec quelques autres réseaux locaux plus petits ailleurs au Royaume-Uni.

Experts grâce à leur expérience : médiateurs interculturels chez Caritas Internationalis

Les réfugiés et migrants sont des « experts grâce à leur expérience » : ils sont en effet les mieux placés pour comprendre les cultures, les obstacles et les opportunités des personnes exilées, et possèdent les compétences linguistiques nécessaires pour communiquer directement avec eux.

Depuis de nombreuses années, Caritas Internationalis fait appel à des réfugiés en tant qu'assistants interculturels bénévoles, qui travaillent aux côtés du personnel de Caritas pour présenter aux personnes exilées la vie en Belgique de manière informelle. Au vu de la valeur ajoutée que les assistants interculturels apportaient à la vie des personnes avec lesquelles ils travaillaient, Caritas a décidé de professionnaliser cette fonction et d'intégrer à son équipe des experts sur les questions des réfugiés. Caritas continue de donner accès à des opportunités de formation et de renforcement des capacités aux médiateurs pour les réfugiés, comme à l'ensemble de son personnel.

Des médiateurs interculturels experts sont désormais intégrés aux projets de Caritas : ils soutiennent les personnes exilées, mènent des activités de soutien par les pairs dans les langues des réfugiés et jouent un rôle actif dans la sensibilisation et la communication. Certains anciens médiateurs bénévoles qui ne se sont pas orientés vers ce rôle spécifique ont eu accès à d'autres postes au sein de Caritas, comme celui de coach, où leur expérience continue de constituer une aide précieuse aux réfugiés en Belgique.

Bibliographie

Documents de la stratégie de l'UE

[Plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion \(2021-2027\)](#)

[Le rapport Une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE : vers des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères à l'horizon 2040](#)

Ressources du réseau Share

Réseau SHARE [Participation for Refugee & Migrant Integration: Our Approach](#) (y compris l'échelle de participation Share et les 10 principes clés Share pour l'intégration des réfugiés et des migrants)

Groupe d'experts en matière d'orientation et d'intégration dans les zones rurales (décembre 2021) [Participation des migrants et réfugiés à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des initiatives d'orientation et d'intégration sociales, ainsi qu'à la gouvernance, dans les zones rurales](#)

Share Look & Learn visit to Sigüenza, Guadalajara, Spain (June 2022) [Towards sustainable integration in rural areas: promoting mutual learning at European and regional level](#)

[Ambassadeurs ruraux du projet Share pour des territoires inclusifs](#)

Note d'orientation politique Share n° 1 (2022) [Bâtir des territoires ruraux inclusifs](#)

Réponse de Share à la consultation publique sur le Plan d'action de l'UE pour l'intégration et l'inclusion (2020) [Building Welcome from the Ground Up](#)

Dr Matyas Szabo, European Commission Directorate General for Agriculture & Rural Development (2020) Share Expert Group presentation : [EU Vision for Rural Areas](#)

Publications

l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) (2021) [Guide Synthétique, Groupe De Travail Thématique 1 : La Participation Des Personnes Exilées](#)

Commission européenne (2021) [Factual Summary of the Public Consultation on the Long-Term Vision for Rural Areas](#)

Commission européenne (2021) [Outcomes of the 2020 public consultation on the Long-Term Vision for Rural Areas](#)

Commission européenne (2020) [Commission Staff Working Document accompanying the Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions: A long-term Vision for the EU's Rural Areas](#)

Centre commun de recherche de la Commission européenne (2019) [Migration in EU Rural Areas](#)

Institut français des relations internationales (2020) [La Participation des Personnes Exilées](#) (également disponible sous la forme d'un [résumé en anglais](#)).

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (juin 2022) [The potential contribution of Ukrainian refugees to the labour force in European host countries](#)

Robert Bosch Stiftung (2021) [Mitmachen, Mitgestalten, Mitbestimmen?! Kommunale Beteiligung von Zugewanderten in ländlichen Räumen](#)

Ressources de données

Centre de connaissances en matière de migration et de démographie de la Commission européenne (2021) [Atlas of Demography online tool](#)

[UNHCR Ukraine Refugee Situation data portal](#)

Principaux auteurs

Rachel Westerby

Petra Hueck

Andrea Soler

Copyright

@ ICMC Europe, 2022

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme que ce soit, par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, ou tout système de stockage et d'extraction d'informations, sans l'autorisation de l'ICMC Europe.

Cette publication a été élaborée par l'ICMC Europe dans le cadre du projet Share SIRA « Expanding Social Orientation & Integration for Newcomers in Rural Areas in Europe ».

Cette publication a été financée par l'Asylum, Migration & Integration Fund de l'Union européenne. Le contenu de cette publication ne représente que l'opinion des auteurs et relève de leur seule responsabilité.

La Commission européenne décline toute responsabilité quant à l'usage qui pourrait être fait des informations qu'il contient.

Le Share Network

Le Share Network est un réseau inclusif de communautés et d'acteurs locaux engagés dans l'accueil et l'inclusion des personnes exilées en Europe. Share promeut et favorise des voies d'accès sûres vers l'Europe pour les migrants et les réfugiés, ainsi que leur intégration. Nous soutenons et connectons les initiatives locales, partageons les meilleures pratiques et faisons entendre la voix des communautés pour stimuler l'action et l'évolution politique.



Co-funded by the European Union's
Asylum, Migration and Integration Fund.